

ARGUMENTATION ET RÉCIT MÉDIATIQUE

La mort, assumée ou non ?

Laurence Mundschau

BSN Press | *A contrario*

2009/2 - n° 12
pages 101 à 117

ISSN 1660-7880

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-a-contrario-2009-2-page-101.htm>

Pour citer cet article :

Mundschau Laurence , « Argumentation et récit médiatique » La mort, assumée ou non ?,
A contrario, 2009/2 n° 12, p. 101-117.

Distribution électronique Cairn.info pour BSN Press.

© BSN Press. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Argumentation et récit médiatique. La mort, assumée ou non ?

LAURENCE MUNDSCHAU

«À l'heure où la presse de gauche agonise, il serait catastrophique que vous disparaissiez ou que vous deveniez plus sage (ce qui revient au même)», écrit un lecteur au *Journal d'Europe*, le 24 septembre 1974. «Méprisé par les annonceurs, vomé par les banquiers, saboté par les distributeurs, gênant pour les hommes politiques, bref indésirables pour tous, 4 millions 4 a survécu dans le dénuement», constate Lucien Outers, secrétaire général du parti Rénovation wallonne et éditeur responsable de l'organe du parti, le 24 décembre 1981.

101

Le dernier numéro, une fin en soi

Ces deux citations, exemples parmi tant d'autres, montrent combien métaphores et *pathos* hantent fortement les textes où le dernier numéro d'un titre de presse annonce, explicitement, qu'il cessera désormais de paraître. Elles balisent par ailleurs les deux axes de l'analyse que nous nous proposons de mener. Le premier point s'intéressera en effet aux arguments évoqués par les médias pour expliquer, justifier ou dénoncer leur fermeture. L'exposé des causes du décès éclaire en effet l'image que le média tend à communiquer de lui-même, de la profession et du rôle de la presse dans la société dont il prend congé. Le second point tentera de montrer que l'argumentaire sur les causes de la fermeture est au moins aussi prégnant que la tenue du débat autour de la question «Stop ou encore?». Certes, les derniers numéros tentent d'éclairer le pourquoi ou le comment de leur disparition. Mais ce qu'ils préfèrent de loin, c'est donner à lire le débat que cette fermeture (ou son refus) suscite entre divers protagonistes, dont le lecteur n'est qu'une des parties prenantes.

La fermeture du journal, et la controverse que suscite souvent en ses pages la fin de sa parution, nous semble une notion particulièrement importante pour qui s'intéresse au récit, en l'occurrence le récit de grande diffusion médiatique. Que cette fin soit en outre le lieu d'une interaction particulièrement mise en scène en fait un objet d'étude fertile pour qui souhaite interroger les rapprochements entre argumentation et récit médiatique.



Fig. 1.

Plus largement, le dernier numéro d'un titre de presse est un objet où, souvent, le texte médiatique cesse, en tout ou en partie, de renvoyer au monde pour se tourner vers lui-même. Or, toute procédure autoréférentielle possède une vertu pédagogique. Un de ses théoriciens, Lucien Dällenbach, affirme que «toute réflexion est un procédé de surcharge sémantique»¹. D'un autre côté, les jeux de miroir ont également quelque chose de fascinant, une fascination que Daniel Bounoux rapproche de «l'inquiétante étrangeté»: «L'effet sidérant de ces coups de miroirs, écrit-il, est d'enfreindre la causalité, la linéarité temporelle ou les distinctions spatiales entre dehors et dedans, contenant et contenu»². C'est cette oscillation entre deux pôles, le pédagogique et l'inquiétant, qui fait tout le sel des derniers numéros. Certes, la presse écrite, et les médias en général, ne deviennent pas des miroirs d'eux-mêmes uniquement dans les derniers numéros. Mais notre hypothèse est que cette parution-là, à cause de la tonalité mortuaire qui la traverse, est un des hauts lieux où étudier ces effets spéculaires. «Personne n'écrirait son autobiographie [une forme autoréférentielle et narrative parmi d'autres] s'il n'avait pas découvert concrètement son caractère mortel»³.

¹ Lucien Dällenbach, *Le récit spéculaire. Essai sur la mise en abyme*, Paris: Seuil, 1977, p. 62.

² Daniel Bounoux, *Vices et vertus des cercles. L'autoréférence en poétique et pragmatique*, Paris: La Découverte, 1989, p. 136.

³ Eliane et Jacques Lecarme, *L'autobiographie*, Paris: A. Colin, 1997, p. 129.

Par ailleurs, les derniers numéros sont une source d'information importante pour qui s'intéresse aux conditions de production des médias, un des piliers de l'observation du monde médiatique telle que l'envisage l'Observatoire du récit médiatique⁴ depuis quinze ans. Enfin, se pencher sur le dernier numéro permet de cerner la représentation que se fait une profession de son identité et de sa place dans la société. En lisant les journalistes à un

moment particulièrement douloureux, celui où ils brisent leur plume, on recueille sans doute une position exacerbée. Elle n'en est que plus révélatrice. De même qu'un mourant chuchote ses dernières vérités à l'oreille de celui qui le veille, se pencher sur les récits de (fin) de vie présents dans des dizaines de derniers numéros devrait en révéler un peu plus sur la crise de l'information écrite généraliste. En l'occurrence, l'information généraliste ici envisagée est hebdomadaire. Cette recherche s'appuie en effet sur une production moins étudiée que la presse quotidienne: la plupart des derniers numéros d'hebdomadaires d'information générale belges francophones décédés entre 1950 et 2000.

Ce corpus est relativement protéiforme. D'une part parce que la notion d'hebdomadaire d'information générale recouvre diverses variations éditoriales, comme le newsmagazine, l'illustré, le régional, le satirique ou le quotidien du dimanche. D'autre part, parce que l'analyse des processus de concentration de la presse montre qu'il existe une échelle de disparition des journaux. Parmi les nombreux cas de figure, la disparition pure et simple du titre est la plus radicale. Mais un média peut également disparaître si l'on décide d'en changer le nom ou la périodicité, sans forcément en changer l'équipe rédactionnelle ou la société éditrice. Enfin, la vie des titres de presse est émaillée de rationalisations, absorptions, prises de participation et accords. Chaque rebondissement de ces vies est susceptible de générer un discours d'adieu, que l'on imagine variable d'un cas à l'autre: on n'annonce pas de la même façon son passage au quotidien, son rachat ou sa fermeture définitive.

En tenant compte de ces diverses variations, le corpus compte 40 titres définitivement disparus de la scène médiatique belge francophone entre 1950 et 2000. Sur ces 40 titres, les deux tiers – 26 exactement – ont cessé de paraître «d'un coup»: ils naissent, ils meurent tantôt quelques mois, tantôt des dizaines d'années plus tard. Le solde est composé de titres dont l'histoire est émaillée de multiples rebondissements. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, un quotidien du dimanche édité à Bruxelles s'appellera tour à tour *Journal de Bruxelles* (28 décembre 1958), *Dimanche Presse*, *Dimanche-Matin*, *Les nouvelles du Dimanche matin*, avant de s'éteindre sous le titre *Dimanche Matin* (12 septembre 1999) quarante et un ans après sa fondation⁵.

⁴ URL: www.comu.ucl.ac.be.recu.orm, consulté le 22 mai 2009

⁵ Outre ces 40 pièces, 14 titres du corpus de recherche ont continué d'exister dans le paysage médiatique belge francophone après 2000. Parce qu'ils font l'objet de rebondissements qui génèrent un discours, ils sont pris en compte, mais dans une moindre mesure, puisqu'il ne s'agit pas d'un dernier numéro à titre définitif. C'est le cas par exemple du *Soir Illustré*, appendice du quotidien éponyme. Né en 1928, il a été rebaptisé *Le Soir Magazine* en septembre 2000 et continue d'exister aujourd'hui sous cette forme. Mais le dernier numéro du *Soir illustré* est évidemment digne d'intérêt pour qui s'intéresse à la presse hebdomadaire d'information générale et au cas particulier des illustrés.

Les premiers résultats de l'analyse de cette quarantaine de références, forcément parcellaires, permettent toutefois d'émettre quelques propositions au niveau d'une analyse de l'argumentation au sein des récits médiatiques.

Un décès annoncé et médiatisé

Dans une perspective narrative, l'analyse des derniers numéros s'accompagne de l'examen des trois numéros qui précèdent la dernière parution hebdomadaire, afin de voir si l'issue fatale est, d'une certaine façon, annoncée. On constate tout d'abord qu'un hebdomadaire meurt rarement en silence. Sur les 40 titres du corpus, 7 seulement n'abordent pas du tout la fin de leur parution, et un seul l'annonce dans un numéro antérieur sans y revenir dans le dernier.

104

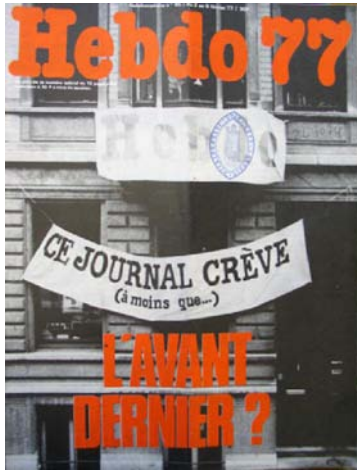


Fig. 2.

La pratique de «l'annonce nécrologique» fait partie des habitudes d'un petit tiers du corpus: 12 titres sur 40 procèdent au macabre décompte final, parfois dans plusieurs numéros consécutifs. Ces prolepses nécrologiques sont toujours suivies d'un avis de décès dans le dernier numéro, à l'exception, comme on vient de l'écrire, d'un seul titre. La tendance générale, sur un demi-siècle de publication, est donc à la médiatisation, et à une médiatisation renforcée: une mort affirmée est une mort annoncée dans un cas sur trois. Par contre, la minorité qui se tait, se tait dans toutes les langues.

Médiatiser ne signifie pas assumer

Mais annoncer la fin d'une publication n'est pas synonyme d'acceptation. Le propre de la majorité des hebdomadaires étudiés est qu'ils ont du mal à affirmer qu'ils ferment. Souvent, ils préfèrent le mot «Interruption» ou «Suspension de la parution». «Nous avons perdu une bataille. Nous n'avons pas perdu la guerre. C'est pourquoi nous vous disons au revoir et non adieu», affirme *L'Opinion*⁶. «Quitte ou double?» titre

Notre Temps⁷. «Hebdo s'arrête», lit-on, mais juste en dessous des mots «Ne pas renoncer»⁸. À la manière de l'inspecteur Harry, beaucoup de titres de mon corpus ne renoncent jamais.

À ce sujet, le dernier numéro de Pour est un cas qui mérite d'être creusé. Certes, le mot «Fin» s'affiche en bas du N° 412⁹, et le soleil se couche à l'horizon de Lucky Luke. Mais Jolly Jumper ajoute «En route vers de nouvelles aventures», poncif narratif de la feuilletonnisation: c'est fini, mais jusqu'au prochain épisode. Si cette case de BD fait sens directement, c'est précisément parce qu'elle se répète à la fin de chaque Lucky Luke. Dans cette image, le futur est toujours déjà inscrit dans le présent, l'espace entre le ici-maintenant et le prochain épisode étant celui-là même de l'interruption, non de la fermeture.

105



Fig. 3 et 4.

Après avoir annoncé que ce numéro est «le dernier provisoirement peut-être», Pour reparaît sous forme de numéros spéciaux. Et au dos du N° 416-417¹⁰, le deuxième dernier comme disent les enfants, il est inscrit en lettres grasses, «Plus que jamais, Pour continue son combat». On sait, rétrospectivement, que ce n'était pas «plus que jamais» qu'il fallait lire, mais bien «plus jamais». Dans le corpus de recherche, plus de la moitié des titres disparus – 26 sur 40 exactement – fonctionnent à la manière de Pour. Incontestablement, le dernier numéro a du mal à s'assumer. Il se dit tel, mais pas tout à fait.

⁶ (Note de la p. 104.) *L'Opinion*, 31 décembre 1953, p. 3.

⁷ En écho à ce titre, le dernier numéro de *Notre Temps* a pour particularité d'encarter deux fois le supplément de huit pages où il traite de sa possible réparation, encourageant ses lecteurs à faire circuler l'un des deux exemplaires autour de lui, pour attirer de potentiels lecteurs/donateurs.

⁸ *Hebdo*, 12 octobre 1977.

⁹ *Pour*, 13 mai 1982.

¹⁰ *Pour*, 15 juin 1982.

Il existe cependant 14 titres (un sur trois, en moyenne) qui donnent l'impression d'apposer résolument le point final au bout du récit. «Ce numéro de *L'Âne roux* est le dernier. [...] Cette décision est irrévocable, l'administration du journal procédera dès aujourd'hui au remboursement du montant des abonnements souscrits et non servis», écrit par exemple cet hebdomadaire satirique le 25 mars 1959. C'est sur ces quatorze titres que l'analyse va désormais se concentrer¹¹. Exempts de faux-fuyants, ils semblent en effet a priori susceptibles d'offrir un argumentaire plus solide sur les motifs de leur déclin que leurs voisins indécis.

106



Fig. 5.

Les motifs du déclin

Le manque de moyens humains

Le premier motif de fermeture est le déficit de moyens humains: «Les entreprises des hommes meurent avec eux», écrit *L'Âne roux*. Certes, l'usure du temps sur les hommes n'est pas l'argument le plus abondamment invoqué par les hebdomadaires. Mais

¹¹ Sauf mention explicite contraire, les exemples désormais cités proviennent des derniers numéros des titres suivants, par ordre croissant de décès: *L'Âne roux* (1945-1959), *Le Journal des Ardennes* (1922-1962), *La Basse-Meuse* (1945-1964), *Germinal* (1949-1971), *Journal d'Europe* (1973-1974), *Forces wallonnes* (1965-1977), *Le Postillon* (1853-1979), *L'Écho de la Dendre* (1841-1979), *La Relève* (1945-1980), *4 millions 4* (1974-1981), *Le Publicateur de l'arrondissement de Nivelles* (1862-1986), *La Cité* (1988-1995), *Le Courrier* (de Philippeville) (1948-1997), *Le nouveau courrier* (1994-1999).

l'aborder en premier lieu a du sens si on lit les choses chronologiquement. En effet, les seuls titres qui l'avancent comme la cause principale de leur mort sont aussi les premiers à fermer, entre 1950 et 1970. À cette époque, la mort du directeur-fondateur entraîne très souvent la mort du journal dont il était, métaphoriquement, le père ou le jardinier. «Aujourd'hui, c'est avec tristesse que nous voyons cet arbre encore vigoureux céder à la cognée. *La Presse fléronaise* ne survivra pas à son fondateur et ce numéro sera le dernier à vous parvenir», note *La Basse Meuse*. La vieillesse, les départs à la pension et l'absence de relève touchent la direction, mais aussi la rédaction¹². «Jef Kazak», un chroniqueur bruxellois

présente même – en bruxellois dans le texte! – la fermeture du journal comme une heureuse coïncidence, en phase avec sa lassitude personnelle:

«Et moi je commence à sentir du découragement pour ester continuer durer à raconter toutes les semaines mes flawskes en bruxellois [...] Et justement voilà que mon directeur m'apprend que je ne dois plus creuser dans ma cervelle pour jouer Jef Kazak, vu que *Germinal* va aussi tomber de son sus.»¹³

À terme, cette usure du temps sur les hommes gagne le journal. Par métonymie, on revit alors la querelle des anciens et des modernes, comme dans *Le Publicateur*: «Quand on devient trop âgé, les jeunes secouent le cocotier et tant pis pour ceux qui tombent. Notre journal est peut-être devenu trop vieux pour résister aux tempêtes des jeunes».

107

Le manque de moyens techniques

À l'usure des hommes s'ajoute l'usure des machines. Au tournant des années 1970, les journaux qui ne parviennent pas à financer de nouveaux moyens techniques sont voués au déclin. *La Relève*, par exemple, dit mourir «sans avoir les moyens de voir plus grand. Sans être en mesure de [...] passer à la couleur, ou à l'offset». Et *Germinal* s'affirme «Condamné par le progrès». Certains titres dénoncent également la pauvreté logistique dans laquelle ils se débattent: pas de voiture, de bureau, de téléphone, de secrétariat...

«[...] faire des reportages. Nos moyens nous les interdisaient. Du moins à la manière des grands reporters-envoyés-spéciaux qui d'un Hilton à l'autre, parcouraient le monde. Mais comme l'autostop, la 2 CV du copain, les trains à tarif réduit et les auberges de jeunesse ne sont pas faits pour les chiens, certains d'entre nous partirent.»

Dans l'exemple ci-dessus, on sent toutefois poindre une certaine fierté de la part de *Journal d'Europe*. Le règne du système D permet en effet de valoriser les journalistes débrouillards (présentés comme les vrais?) par rapport aux autres. Nous reviendrons sur cette définition par opposition.

Le manque de moyens financiers

Le motif de fermeture le plus abondamment invoqué est financier. «Des coûts sans cesse en augmentation, des rentrées qui ne suivaient que de trop loin», résume *La Relève*.

¹² (Note de la p. 106.) «Septuagénaire, Monsieur Bairin a bien mérité de vivre dans la quiétude, entouré de l'affection des siens et en leur distribuant ses conseils de papa... et bon papa» (*Le Journal des Ardennes*, 30 décembre 1962) – «Malgré nos efforts, il ne s'est trouvé personne pour reprendre le flambeau avec la certitude de le porter assez haut et assez longtemps» (*La Basse Meuse*, 27 décembre 1964).

¹³ «Flawskes»: blagues, bonnes histoires. «Tomber de son sus»: s'écrouler.

«Le cancer financier gagnait du terrain», renchérit *Le Publicateur*. Mais, à lire les titres, les responsabilités sont toujours extérieures. Aucun hebdo ne met en question sa propre gestion ou celle du groupe auquel il appartient. Pourtant *Germinal*, par exemple, est l'illustré du samedi produit par quelques membres de la rédaction du quotidien national *Le Peuple*, financé par l'important syndicat socialiste. Pas un mot sur la question. Seul *Journal d'Europe*, qui a pour particularité d'appartenir au puissant groupe Rossel, éditeur, entre autres, du *Soir*, se mouille un peu. Il qualifie les choix des «financiers» du groupe de «démarrage à tâtons» et déplore de n'avoir pas eu droit, comme d'autre, au «déblocage d'une somme alourdie de zéros, un plan d'investissement, une vision claire du public et des objectifs du journal».

108

L'acteur le moins mis en cause en tant que participant aux finances du journal est très certainement le lecteur. Certes, on lui reproche parfois de photocopier les informations qu'on aurait préféré lui voir acheter. «On nous a dit un jour que nous étions l'une des publications les plus photocopées de Belgique. Périlleux honneur témoignant de notre influence et garantissant notre faiblesse commerciale», ironise *La Relève*. Mais globalement, on le présente plutôt comme fidèle abonné, prêt à y aller de sa poche pour sauver son journal. Un titre comme *Journal d'Europe* refuse alors tout argent:

«Comme des lecteurs nous ont spontanément écrit – et qu'ils sachent que leur témoignage nous a vraiment touchés –, nous aurions pu leur demander de l'argent. Mais pendant combien de temps? Il valait mieux arrêter avant la catastrophe. Nous tenons à payer nos dettes. Et nous rembourserons ceux de nos abonnés qui le souhaitent.»

C'est là une grande différence avec les hebdomadaires qui n'assument pas leur fermeture: jusqu'au bout, ceux-là ne cesseront de solliciter des dons. Ici par contre, on décline, soit que l'on sait qu'il s'agira d'un emplâtre sur une jambe de bois. Soit, comme *Journal d'Europe*, qu'on refuse de voir le lecteur se substituer à un groupe financier dont nous avons déjà dit qu'il était jugé trop timoré:

«Pourquoi ne pas avoir constitué [...] un comité de sympathisants, de lecteurs et d'abonnés chargés de soutenir le journal dans sa réflexion et son action? Parce que, de prime abord, le fait d'être édité par le groupe de presse francophone le plus puissant de Belgique pouvait rendre incongrue l'existence de tels soutiens de la part de nos lecteurs.»

L'argument financier n'est pas seulement le plus abondamment cité; il est aussi celui qui s'articule aux autres déjà évoqués. Bien sûr, l'absence de rentabilité est

régulièrement établie comme cause principale de la fermeture. Mais elle est parfois également subordonnée à d'autres causes, notamment techniques. «Le manque de publicité affecte tous les hebdomadaires imprimés en typo», explique *Germinal* qui ajoute: «Il paraît que les lecteurs veulent mènant des femmes nues en couleur, et que les arrangeurs de publicité préfèrent mieux mettre leurs annonces entre des images sexy». On voit le raisonnement: c'est parce qu'ils sont pauvres techniquement que les hebdomadaires sont moins attractifs graphiquement, donc moins concurrentiels auprès des annonceurs.

L'élément financier est également subordonné à l'élément humain. Ainsi, la pauvreté n'affecte guère les hebdomadaires dont le directeur-fondateur et les collaborateurs se dévouent corps et âme. «Inlassablement, malgré des conditions financières souvent précaires, [notre directeur] parvint à maintenir ses journaux en vie», note *La Basse Meuse*. Ce n'est qu'au moment où le fondement humain vient à disparaître, par décès ou vieillesse, que l'argument financier reprend le dessus et que le journal fait aveu de faillite.

«On avait un gros budget de dévouement et de bonne volonté, inversement proportionnel aux ressources financières», écrit *Germinal*. Comment mieux exprimer le désintéressement financier de leurs rédacteurs qu'affichent certains journaux, à deux exceptions près?¹⁴ On écrit pas pour gagner de l'argent. Au contraire, on écrit parfois en se targuant, comme *Journal d'Europe*, d'être susceptible de fâcher ses lecteurs: «Partant du principe qu'un journal n'est pas écrit pour «faire plaisir» à ses lecteurs ni leur susurrer ce qu'ils aiment entendre, nous avons voulu taper sur certains clous qui font mal [...]».

On comprend dès lors le désarroi de tels médias au moment du dernier numéro. L'élément financier n'est manifestement pas leur moteur de fonctionnement. Mais c'est pourtant lui qui, à un moment ou à un autre, les contraint à fermer. Rattrapés par un argument qu'ils jugent peu pertinent, ils sont d'autant plus amers. «Notre hebdomadaire disparaît parce que l'absence de moyens matériels et financiers a – une fois de plus – eu raison de la volonté d'hommes et de femmes qui désiraient s'exprimer de manière indépendante», déplore un journaliste de *4 millions* 4.

Le refus du conformisme

Le mot «indépendance» permet d'aborder la question de l'identité: ces titres attribuent leur déclin à ce qu'ils sont, voire à ce qu'ils ne sont pas. Nous mourrons, disent-ils en

¹⁴ L'éditeur du *Postillon* précise qu'il arrête l'édition de l'hebdomadaire non rentable, mais continue son activité d'imprimeur et la distribution tous ménages des gratuits publicitaires. Quant au chroniqueur de *L'Âne roux*, il précise qu'il était mieux payé du temps où il faisait de la rénovation d'intérieur.

substance, parce que nous ne sommes pas conformes au système de valeur ambiant, ce système variant bien sûr selon le média qui parle et l'époque à laquelle il s'exprime.

Ainsi, les hebdomadaires qui se réclament clairement comme organes d'une formation politiques se sabordent au moment où le parti s'effondre. C'est le cas de *Forces wallonnes*, par exemple, lorsque le Rassemblement wallon perd quantité de voix aux élections législatives de 1977. D'autres titres, indépendants mais marqués politiquement, affirment disparaître sous les coups de boutoir de leurs adversaires idéologique. Des « vicissitudes d'opinion » empêchent de « conserver vivante une presse locale catholique », explique *La Basse Meuse*. *L'Âne roux* se saborde devant les tensions linguistiques que provoquent (déjà) sa défense de la langue bruxelloise. *Germinal* se plaint de ne pas attirer les annonceurs parce qu'il s'affirme socialiste. Et *Journal d'Europe* dénonce « la campagne organisée par une certaine presse de droite » à son encontre.

110

Bref, les opinions et les valeurs défendues, qu'elles soient de droite et plus souvent de gauche, sont clairement présentées à la fois comme raison d'être, mais aussi comme cause de rejet. « Cela nous fit des amis. Des ennemis aussi, bien sûr », précise *Journal d'Europe*. Amis/ennemis : on le voit, le terrain est présenté comme fortement concurrentiel et l'opposition entre médias peut être féroce. « Le meurtre d'un homme ou le meurtre d'un journal, cela se ressemble. Quand il s'agit du *Morgen*, on trouve d'excellentes raisons de le sauver. Quand il s'agit du *Publicateur*, on trouve d'excellentes raisons de l'enfoncer encore », déplore *Le Publicateur*. Dans ce contexte conflictuel, les hebdomadaires du corpus que nous pourrions ranger à gauche (qu'ils soient indépendants ou organe d'un parti) subordonnent clairement les arguments techniques et financiers à une dualisation idéologique de la presse. « Aujourd'hui plus que jamais, la vie d'un organe d'opinion [...] tient essentiellement à la publicité qu'on veut bien lui confier. Que celle-ci lui fasse défaut, peut-être à cause de l'idéologie¹⁵ qu'il défend, et sa vie est compromise », constate *Germinal* qui ajoute :

« Le lancement d'une formule rénovée [...] exigerait d'énormes investissements, hors de mesure avec les possibilités de la presse socialiste [...]. Notre position concurrentielle face aux grandes chaînes de presse ne pouvait que se détériorer davantage. »

On se retrouve donc devant une partition organisée. D'un côté, la presse qui meurt à cause des idées qu'elle défend. De l'autre, « les grandes chaînes de presse », pour reprendre les mots de *Germinal*, dotées de moyens techniques et financiers ; mais conformistes, voire de mauvais goût, si l'on en croit

¹⁵ Nous soulignons.

L'Âne roux :

«Un petit attentat aux mœurs à chaque coin de page, à grand renfort de fesse et de mauvais goût, on le pardonne et même on l'encourage. Mais exposer et défendre des idées, en même temps que distraire, ça ne peut échapper à la peine capitale.»

Certains hebdomadaires, dont 4 millions 4, concluent alors à une faillite de la démocratie dans un pays «où la liberté de presse n'existe que pour ceux qui détiennent le pouvoir économique et politique». Ce discours n'est pas dépourvu d'un certain pathos, si on lit *Le Publicateur*:

«Une page de l'histoire locale est tournée à jamais. Il n'y aura plus, pour l'évoquer demain concrètement, que la lourde carcasse de la presse Julien endormie, figée dans sa grandeur nostalgique, échappée de justesse au pilon du démolisseur. Puisse-t-elle ne pas faire son entrée un jour, au Musée Grevin de nos libertés.»

111

L'examen des causes autoproclamées de fermeture révèle donc une tension entre deux pôles. Ce que le dernier numéro nous donne à lire, c'est un *remake* de la querelle des anciens et des modernes, des prolétaires contre les capitalistes. Cette tension pourrait être interprétée comme la révélation, au sens photographique du terme, du «fondement oppositionnel» de l'argumentation. Mais est-ce vraiment d'argumentation dont il s'agit? À lire le dernier numéro, on est en effet en droit de se demander si ce qui est à l'œuvre, c'est vraiment la volonté de persuader l'interlocuteur des raisons pour lesquelles on ferme. N'est-ce pas plutôt d'entrer, une dernière fois, en contact avec lui? Dans ce cas, il semble que le dernier numéro serait à un texte «à dimension argumentative» davantage qu'à «visée argumentative», pour reprendre les termes de Ruth Amossy¹⁶. Pour répondre à cette question, il faut se pencher sur les acteurs de l'interaction ainsi révélée: c'est en effet l'échange, son cadre et ses locuteurs qui importent désormais, plus que les stratégies de persuasion en elles-mêmes.

L'autoréférence bouscule l'espace-temps

Nous l'avons rappelé d'entrée de jeu en citant Daniel Bougnoux: le propre de l'autoréférence est de bousculer l'espace-temps du récit. Ce n'est pas moins vrai dans le récit médiatique. Considérons, en effet, que les médias – au même titre que d'autres systèmes narratifs, fictionnels ou non – ont pour fonction de raconter le temps qui passe. C'est en tout cas l'hypothèse ricœurienne. Or, le dernier numéro, par essence, met fin à ce récit. Outre les avis que nous venons de lire, d'autres indices avertissent le lecteur. Certains titres se dépêchent de publier les derniers épisodes du

¹⁶ Voir l'article de Ruth Amossy, «Les récits médiatiques de grande diffusion au prisme de l'argumentation dans le discours: le cas du roman-feuilleton», sur *Belphegor* [<http://etc.dal.ca/belphegor/>].

feuilleton ou de l'histoire illustrée, de manière à faire coïncider les deux mots «fin»: celui du contenu et celui du contenant. D'autres fournissent la solution des mots-croisés, traditionnellement publiée dans un numéro postérieur.

112

Ce qui est intéressant, c'est que ces indices sont contredits par d'autres, qui sont les marqueurs habituels de la parution hebdomadaire. On continue par exemple à afficher les conditions d'achat dans la têtère. Ou bien l'on souhaite une excellente année à ses lecteurs, comme si on allait les retrouver dès la trêve des confiseurs passée. Cette pratique des vœux est très répandue, car les trois quarts des hebdomadaires ferment la dernière semaine de décembre, à la fin de l'exercice comptable. Or, même au plus fort de l'autoréférence, beaucoup de derniers numéros continuent, envers et contre tout, à parler du monde. Cette articulation entre deux référents, l'un intérieur et l'autre extérieur au média, entraîne alors un télescopage temporel assez particulier. En même temps qu'on résume l'actualité de l'année écoulée, on dresse le bilan autobiographique du titre qui s'éteint; en même temps qu'on se réjouit des fêtes de fin d'année, on pleure un mort; en même temps qu'on souhaite une joyeuse année à ses lecteurs, on sait qu'on ne la partagera pas avec eux... Ce curieux et intéressant mélange est parfois traité par certains titres avec légèreté¹⁷ ou avec l'humour du désespoir¹⁸.



Fig. 6.

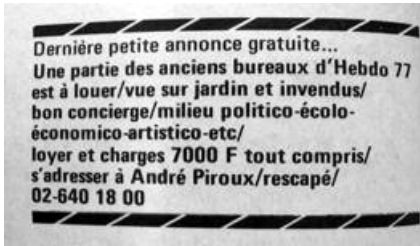


Fig. 7.

Le brouillage entre passé, présent et futur est renforcé lorsque l'histoire d'un titre connaît plusieurs rebondissements. Un média peut, dans son discours d'adieu, commémorer ses «au revoir» précédents par la publication de fac-similé. Ainsi, la dernière couverture de l'hebdomadaire *La Cité*, illustrée d'un patchwork de ses couvertures antérieures, intègre dans la composition les unes de fermeture de son édition quotidienne moins d'une dizaine d'années plus tôt. Et, ultime mise en abyme (aporétique, dit Lucien Dällenbach – l'œuvre de l'œuvre), un dernier numéro pourrait également contenir l'énoncé de sa propre fin, celle que le lecteur tient entre les mains¹⁹.

113



Fig. 8.

¹⁷ (Note de la p. 112.) Illustration tirée de *Germinal*, 31 décembre 1971.

¹⁸ (Note de la p. 112.) Illustration tirée d'*Hebdo*, 12 octobre 1977.

¹⁹ Ce cas n'existe pas dans notre corpus. Mais, par le jeu du fac-similé, le quotidien belge francophone *La Wallonie* en a usé lors de sa fermeture le 23 mars 1998.

La fermeture fait presque systématiquement l'objet d'un appel en une et/ou dans les premières pages du média, avec pour certains, un dernier sursaut en fin de journal. Ce sont donc des espaces à haut rendement de lecture (premières et dernières pages) qui sont concernés. Mais ils sont très circonscrits. On s'épanche rarement sur la fermeture tout au long du média, à l'exception de *La Cité*, *La Relève* ou *4 millions 4*. En général, la part d'espace concerné va de quelques pour cent à un tiers du journal, le tout rassemblé en quelques lieux très précis.

114

Qu'ils soient explicitement nommés ou non, les espaces rédactionnels qui annoncent la fermeture relèvent de genres journalistiques où la plume est régulièrement concédée: l'éditorial, le commentaire, le libre propos, la chronique (sportive ou culturelle), le courrier des lecteurs ou encore le dessin de presse. En temps «normal», il s'agit déjà de genres où l'acte d'énonciation se donne fortement à voir. On se situe résolument du côté de la proximité de l'énonciateur avec les faits rapportés, et non du côté de la distanciation journalistique. Or, dans le dernier numéro, le propos porte sur le journal lui-même; la proximité de l'énonciateur avec son énoncé est donc placé sous une loupe grossissante. De plus, les énonciateurs ne se privent pas d'évoquer la «dernière occasion» qui leur est donnée d'écrire. Il y a donc mise en abîme de la délégation de parole. «Voilà, avec 1997 s'éteint notre bon vieux *Courrier*, ainsi que le survol des festivités et animations que nous avons tant aimé vous offrir au fil des semaines», déplorent deux correspondants locaux du *Courrier* dans leur dernier billet.

La remise en question de la clôture du récit

Cette abondante mise en scène du processus d'énonciation rompt avec le schéma traditionnel de la communication journalistique. Pour rappel, «normalement», l'auteur d'un texte médiatique (journaliste), identifié par un nom propre en bas de l'article, est le producteur d'un discours dont il est absent en tant qu'énonciateur. À l'intérieur de ce texte, il délègue la parole à des personnages. Cet énoncé s'adresse à un destinataire tout aussi implicite, incarné par le lecteur. Pour le dire simplement, les textes journalistiques sont traditionnellement écrit en «il» et non en «nous/vous».

Or, dans les discours de fermeture, ce schéma classique est bousculé à plus d'un titre. Tout d'abord, l'énonciateur est bien visible à l'intérieur du texte. Soit sous la forme du pronom personnel «je»; soit, plus régulièrement, dans un «nous» représentant très souvent une entité collective: «la presse fléronnaise», «notre journal», «la rédaction», «la direction, ses collaborateurs et son personnel». Dans ce cas, c'est véritablement tout le journal qui se raconte, anthropomorphisés par le déictique. Certains – dont *La Cité* par exemple – iront même jusqu'à développer un véritable récit autobiographique²⁰.

De la même façon, le destinataire est lui aussi constamment mis en scène. En effet, la plupart des textes destinés à annoncer la fermeture sont libellés sur le mode épistolaire. Les titres possèdent donc un caractère phatique sans équivoque: «Chers abonnés», «Avis à notre fidèle clientèle», «Quelques mots aux amis inconnus», «À nos lecteurs», avec un renforcement qui prend une allure comique lorsque l'hebdomadaire concerné s'appelle «Le Courrier»: n'écrit-on pas alors à «Mon cher Courrier»? En tant qu'énonciateur, le lecteur est assez peu présent. Dans le dernier numéro, le courrier des lecteurs n'existe que si la fermeture a fait l'objet d'une programmation, dont se réclament parfois les épistoliers du *Journal d'Europe*. «Un de mes collègues m'a fait part de l'annonce dans *Le Monde* de la disparition possible de votre journal, ce qui donne plus de poids à certains échos qui m'étaient parvenus précédemment».

115

Par contre, le lecteur est souvent le premier destinataire des avis produits par le journal. Mais il n'est pas le seul, loin s'en faut. Le dernier numéro apparaît surtout comme le lieu où le média entre en contact avec ses différents interlocuteurs: le lecteur, certes, mais aussi les collègues journalistes, les collaborateurs, les correspondants ou les informateurs, voire même le facteur. «Comment ne pas remercier ici notre fidèle collaborateur et très ancien ami carolorégien, Pol Vandromme, ancien directeur du *Rappel* de Charleroi», écrit par exemple *Le Nouveau Courrier*. Toute la chaîne de fabrication est donc médiatisée, parfois de façon très personnelle, ce qui transforme certaines phrases de *La Cité* en «private joke» incompréhensibles: «Il ne reste plus aux fantômes de *La Cité* qu'à [...] deviser tout leur soûl [...] des boulons de Moniquet, de l'incontinence rédactionnelle de Delmotte, du peignoir fuchsia de Sinnaeve et des titres euphorisants de Misser...».

L'on se parle donc bien de personne à personne, par médias interposés. Cette pratique, bien que divergente du principe de communication de masse, n'est cependant pas propre au dernier numéro²¹. Par contre, ce qui semble plus original, c'est que cette communication interpersonnelle est elle-même mise en scène, au sens quasi théâtral du terme. Non seulement l'énonciateur rapporte des dialogues, mais en plus, il dévoile l'emboîtement des discours. Discours dont il est en outre, l'un des interlocuteurs:

*«Je me demandais sans cesse: est-ce que j'ai des lecteurs? Et j'étais toute ebahie d'apprendre qu'il y avait des gens qui prenait du plaisir à lire le wallon. [...] Merci pour le plaisir que j'avais chaque semaine à venir discuter avec vous.»*²²

²⁰ (Note de la p. 114.) Laurence Mundschauf, «Le dernier numéro. Les procédés d'autoréférence lors de la fermeture des journaux belges francophones», mémoire de DEA, Département de communication, UCL, 1999.

²¹ Muriel Hanot, «Bras de fer à Clabecq. Un temps de crise entre information et médiation», in Philippe Marion (éd.), *L'année des médias 1998*, Louvain-la-Neuve: Academia, 1997.

²² *Le Courrier*, 26 décembre 1997.

Cette pratique réflexive ne porte pas uniquement sur des dialogues antérieurs. Celui qui écrit met également en scène des interactions qu'il souhaiterait avoir dans le futur : « Que répondrons-nous à l'enfant qui viendra nous dire dans dix ans : « dis, grand-père, est-ce vrai qu'il y avait un journal pour toute la région ? Pourquoi l'avez-vous laissé mourir ? », écrit *Le Courrier*.

116

A priori, ces projections temporelles sont bien de l'ordre du virtuel. On souhaite, on espère, mais pragmatiquement, le dialogue devrait cesser au dernier numéro. « Nous n'avons plus la place nécessaire pour parler du courrier que d'aimables lecteurs nous adressent. Nous en donnons donc un résumé », semble confirmer *Le Publicateur*. Or, les interlocuteurs manifestent clairement leur volonté de garder le contact. Car si les énonciateurs meurent avec le journal, les hommes, eux, continuent de vivre. Ils pourront donc continuer à dialoguer dans un autre espace-temps. Ainsi, les journalistes culturels de *4 millions 4* décident de publier, sous forme d'anthologie, les principaux dossiers qu'ils avaient consacrés aux écrivains contemporains. « La sortie de presse de ce volume sera [...] l'occasion enfin pour notre équipe de retrouver certains abonnés de *4M4* », écrivent-ils.

Dans ce contexte, ce n'est pas étonnant que certaines voix se laissent aller à espérer, malgré tout, la renaissance du journal. « Si vous décidiez d'une formule juridique de coopérative, asbl, nous croyons savoir que bon nombre de vos lecteurs seraient prêts à envisager une participation dans cette entreprise. De notre côté, c'est avec plaisir que nous souscrivions deux ou trois parts d'une coopération de lecteurs », écrit un lecteur du *Journal d'Europe*. Bien sûr, cela reste très marginal. Mais de temps en temps, loin des grands adieux affichés à la une, le dernier numéro médiatise l'espoir d'une renaissance de l'hebdomadaire dont l'analyste sait, a posteriori, qu'il sera vain.

Le mot de la fin

Inscrite dans une perspective narrative et médiatique, l'analyse du dernier numéro d'hebdomadaires généralistes se donne pour cadre général la question de la fin d'un récit de grande diffusion. Dans ce cadre, s'intéresser plus particulièrement à l'articulation entre récit médiatique et argumentation permet de dresser quelques constats qui révèlent sans ambiguïté l'aspect fondamentalement dialogique de l'acte d'argumentation.

Tout d'abord, la fermeture, lorsqu'elle est assumée, fait l'objet d'un argumentaire qui s'organise autour de positions généralement présentées comme conflictuelles. Ensuite, cette argumentation est médiatisée par le biais de textes où l'énonciation se

donne à voir très clairement. Mais surtout, le processus énonciatif est lui-même réfléchi. Nous sommes dans un discours autoréférentiel: on débat sur le pourquoi de la fermeture, mais surtout, on dit que l'on débat. L'interaction est donc doublement mise en scène.

Ainsi, dans le dernier numéro, un enjeu de taille, la mort, exacerbe la dimension dialogique. Les instances énonciatrices se démultiplient. Par effet de miroir ou d'écho, le dialogue se prolonge à l'infini. À l'image de *4 millions 4*, la presse n'aime pas le mot «fin»: «Ce mot «fin», vous l'aurez compris, nous n'en voulons pas comme d'un coupe-ret. [...] Remplaçons-le donc par «À suivre».» ■